

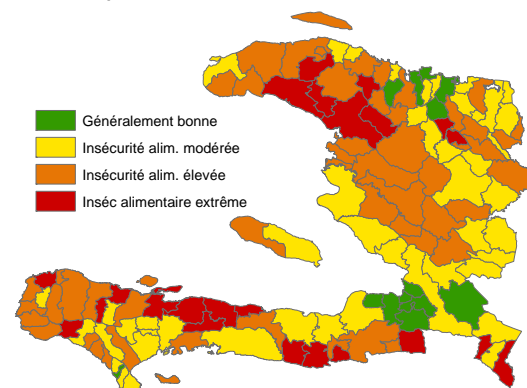
HAITI Flash Info de la Sécurité Alimentaire

N° 36/ Période couverte: 1er-31 octobre, 2008

Publication: Octobre 2008

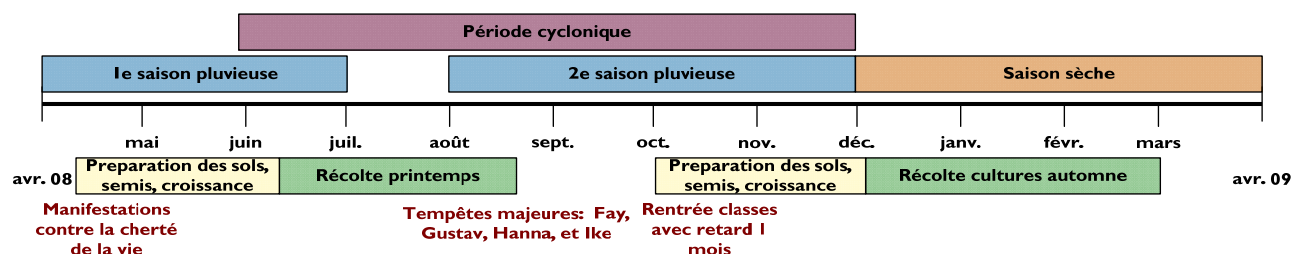
- Environ trois millions de personnes sont estimées en insécurité alimentaire après le passage des quatre tempêtes tropicales et cyclones en août/septembre et la flambée des prix des aliments de base au cours des douze derniers mois. Ces personnes se trouvent en grande partie dans les Départements de l'Artibonite et dans la péninsule Sud, zones qui font dorénavant partie des zones d'insécurité alimentaire (Figure 1). Ces dernières sont caractérisées en Haïti par une faible disponibilité et/ou accès aux aliments, un niveau de pauvreté élevé, une faible quantité/qualité d'infrastructures et/ou un accès difficile aux services de base.
- Depuis septembre 2008, les prix des céréales et des haricots ont baissé sur les marchés régionaux, mais la baisse anticipée du coût des transports publics ne s'est pas encore matérialisée malgré la baisse du prix international des produits pétroliers.
- La sécurité alimentaire pour ce trimestre, octobre à décembre 2008, devrait rester largement inchangée; elle pourrait même s'améliorer avec la récolte de la saison en cours, prévue en décembre. Cependant, l'inflation reste élevée, limitant l'accès des ménages urbains et ruraux pauvres aux biens et services essentiels. L'accès pourrait également être limité par la récession anticipée aux Etats-Unis, avec possibilité de hausse de chômage et de baisse de transferts.
- L'assistance humanitaire aux victimes des intempéries est plutôt adéquate actuellement pour la plus grande partie des zones affectées, à l'exception de poches d'enclavement. Cependant, l'insuffisance des ressources pour le relèvement précoce et l'augmentation de la résilience compromet l'efficacité de la réponse. La CNSA et FEWS NET recommandent ce qui suit: 1) continuer à mobiliser les ressources financières qui manquent à l'appel d'urgence; 2) distribuer l'aide alimentaire à plus de zones, mais de façon plus ciblée; 3) étendre le programme de cantines scolaires dans toutes les zones très touchées; 4) évaluer les besoins humanitaires dans les zones affectées restées longtemps isolées en vue de leur apporter l'aide d'urgence requise; 5) assainir les zones affectées, réparer les adductions d'eau et les systèmes d'irrigation; 6) recapitaliser les exploitations agricoles par la fourniture d'intrants et l'appui au sous-secteur de l'élevage; et, 7) accorder du microcrédit, surtout aux femmes. Des recommandations pour le moyen et long-terme sont aussi faites à la fin de ce rapport en vue de réduire la vulnérabilité du pays et d'augmenter la résilience des populations.

Figure 1. Estimation de l'insécurité alimentaire courante par communes, Octobre 2008



Source: CNSA/FEWS NET Haïti
Pour plus d'informations sur l'échelle d'insécurité alimentaire de FEWS NET, visitez: www.fews.net/FoodInsecurityScale

Calendrier saisonnier et événements significatifs



Source: CNSA/FEWS NET Haïti

Ce rapport a été rendu possible grâce au support des organismes suivant:



CNSA : www.cnsahaiti.org
FEWS NET Haïti : haiti@fews.net;
www.fews.net

CSNA 7, Delmas 99, PAP Haïti
Tél-Fax. : (509) 237-3055
2257-6333 ; 2527-2633

FEWS NET Washington
1717 H St NW
Washington DC 20006

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues des organisations qui appuient la CNSA (Union Européenne, FAO, PAM) et FEWS NET (USAID).

Sécurité alimentaire courante, et mise à jour sur les perspectives de sécurité alimentaire pour octobre - décembre 2008

Environ trois millions de personnes sont estimées en insécurité alimentaire après le passage des quatre tempêtes tropicales et cyclones en août/septembre et la flambée des prix des aliments de base au cours des douze derniers mois. Ces personnes se trouvent en grande partie dans les Départements de l'Artibonite et de la péninsule Sud. Ces ménages adoptent actuellement diverses stratégies de survie pour contrecarrer l'indisponibilité et le manque d'accès aux aliments. Ces mécanismes comprennent le recours à l'entraide familiale et à l'aide d'urgence des agences humanitaires ; la décision de ne pas envoyer certains de leurs enfants – notamment les filles – à l'école ; la réduction de la fréquence des repas ou de la ration ; la vente de certains biens productifs (particulièrement les petits bétails) et la production de charbon de bois en milieu rural. Les conditions actuelles de sécurité alimentaire demeurent donc précaires, mais elles s'améliorent peu à peu grâce à une réponse rapide et soutenue de la communauté humanitaire. La plupart des zones affectées reçoivent présentement de l'assistance sous forme d'aide alimentaire, d'eau et de kits d'hygiène, de médicaments, abris et/ou d'autres nécessités de base.

Pendant, certaines zones – particulièrement dans le département du Sud et du Sud' Est restent isolées et inadéquatement assistées, à cause du mauvais état des routes. Les ONGs et les autorités locales ont constaté, à la fin du mois d'octobre 2008, une forte prévalence de malnutrition aigue sévère à Baie d'Oranges, une localité de Belle Anse dans le Sud' Est, où seize enfants et deux adultes sont morts de malnutritions sévères (par manque d'accès à l'alimentation, l'eau potable, les soins de santé, etc.). Cette situation décrit l'état d'extrême insécurité alimentaire qui règne dans certaines régions. En plus, elle traduit une faiblesse de ciblage, liée en grande partie aux difficultés d'accès et aux problèmes de communication. Les ménages appauvris par les désastres, n'ont plus accès aux aliments, aux soins médicaux, et à d'autres services de base. Des cas similaires à celui de Baie d'Oranges pourraient se reproduire dans d'autres zones privées de l'assistance humanitaire, surtout sur la côte Sud.

L'extrême vulnérabilité chronique aux désastres naturels, qui s'est accentuée suite aux récents tempêtes et cyclones, s'est encore manifestée le 29 octobre dernier à Dame Marie, le chef-lieu d'une commune du département de la Grand' Anse qui porte le même nom. Une seule journée de pluies intenses a suffi pour causer la destruction d'une vingtaine de maisons situées sur les berges de la rivière qui traverse la ville et le décès de sept personnes.

Revue de l'analyse de conjoncture établie pour le deuxième semestre et perspectives pour le dernier trimestre 2008

Le dernier bulletin de conjoncture de Sécurité Alimentaire de la CNSA et de FEWS NET, publié en juillet 2008, avait prévu pour la période d'octobre à décembre un scénario le plus probable et un pessimiste. Les impacts des dernières intempéries, tout comme d'autres facteurs aggravants, font croire que c'est le scénario pessimiste qui semble se matérialiser. Le passage des quatre cyclones a provoqué des pertes considérables et conduit à une augmentation du nombre de personnes en insécurité alimentaire, de deux millions et demi à trois millions. Ceci a fait basculer certaines zones déjà en insécurité alimentaire modérée à des niveaux d'insécurité alimentaire élevés et extrêmes.

Certains prix des produits alimentaires sont effectivement restés très élevés, mais ils se sont stabilisés, ou ont même diminué, depuis septembre, dépendamment des aliments. Même si les prix des aliments de base tendent généralement à augmenter durant la période de soudure (novembre à décembre), la baisse des prix du pétrole, du riz, du blé, et du maïs sur le marché international et l'éventualité d'une récolte relativement bonne en décembre pourraient continuer à faire baisser le prix des aliments au cours des deux derniers mois de l'année 2008.

En plus de la probabilité de troubles sociaux, due à la perte de moyens d'existence consécutive aux récentes intempéries et au niveau élevé des prix, d'autres facteurs pourraient influencer négativement les conditions de sécurité alimentaire à court terme. Ces facteurs comprennent:

- La mise ou non-mise en exécution immédiate d'actions visant à reconstituer les revenus des ménages pour leur permettre de se procurer des aliments et d'autres biens et services de base, et de réparer leurs maisons ou équipements endommagés. Environ 70 pour cent des ménages pauvres dans certains départements (e.g., Nord-Ouest et Nord-Est) dépendent des travaux manuels, et des actions sont nécessaires dans ces zones pour rendre les revenus et le crédit plus accessible;
- La récession de l'économie américaine qui peut nuire sérieusement à la récupération à long terme d'Haïti, et aux conditions de sécurité alimentaire, avec la diminution éventuelle des transferts, de l'assistance internationale, des investissements et du commerce;

- Les récentes baisses du prix du pétrole et des cours des céréales sur le marché international, qui devraient contrecarrer les effets des facteurs défavorables mentionnés plus haut. Actuellement, même avec la récente baisse du prix du pétrole, la baisse anticipée du coût des transports publics ne s’est pas encore matérialisée malgré la baisse du prix du carburant à la pompe d’environ 27 pour cent au 5 novembre 2008 pour la gazoline 91;
- Une réponse humanitaire durable et continue dans les zones les plus affectées comme l’Artibonite, mais aussi dans certaines localités isolées et privées d’assistance dans la péninsule du Sud. Même si la réponse humanitaire s’est révélée relativement adéquate jusqu’à date, l’appel d’urgence demeure insuffisamment financé. En effet, des US 105.7 million de dollars demandés par le Gouvernement et les Agences des Nations Unies, seulement 48 pour cent de cette somme ont été obtenus à la fin du mois d’octobre 2008; et
- Une vulnérabilité chronique accrue par les impacts des désastres d’août et septembre derniers sur les infrastructures routières, le capital agricole (en particulier la réduction de superficie cultivable par la perte de terre alluvionnaire le long des rivières, et la baisse de fertilité des sols par lessivage accru de couche superficielle de sols dans les mornes), les biens, et les modes de vie des ménages.

En regardant au-delà du trimestre actuel et en supposant que la réponse aux récentes intempéries continuera à être adéquate, les niveaux de sécurité alimentaire devraient retourner à ceux d’avant-intempéries vers juin 2009, avec l’arrivée des premières récoltes non touchées par les tempêtes. Le nombre de personnes estimées en état d’insécurité alimentaire devrait alors légèrement diminuer, peut-être à deux million et demi. Pendant que certaines zones du pays continueront à connaître une situation d’insécurité alimentaire extrême, particulièrement la ville des Gonaïves, la majeure partie du pays devrait retourner à un niveau d’insécurité alimentaire plutôt modéré.

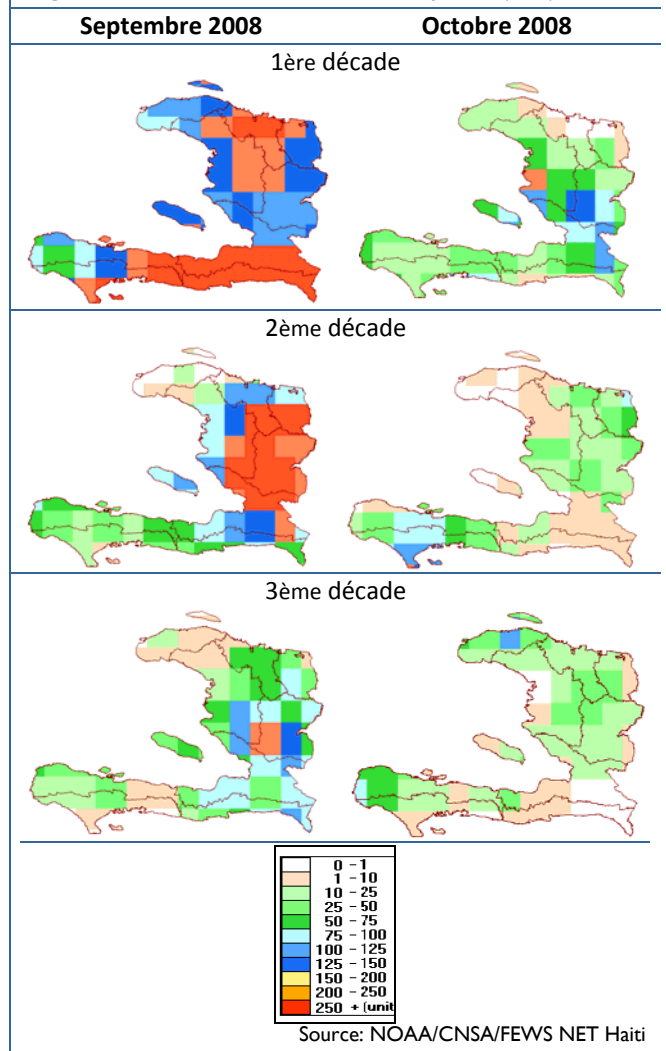
Evolution de la saison agricole

Les précipitations reçues lors des cyclones et tempêtes tropicales en Haïti en août et septembre, estimées à plus de trois fois (et par endroits à plus de cinq fois) la moyenne pour la période, avaient causé de sévères inondations dans certaines zones. La pluviométrie a cependant été inférieure à la moyenne au cours de la dernière décennie de septembre et les deux dernières décades d’octobre, surtout dans les départements du Nord-Ouest, Nord-Est, Artibonite, Ouest et Nippes (Figure 2). Cette distribution irrégulière de pluies a été défavorable aux cultures dans certaines zones situées dans ces départements, mais elle ne devrait pas, au niveau national, résulter en de sérieuses réductions de rendements. Selon les informateurs-clés sur le terrain, la récolte attendue en décembre 2008 et janvier 2009 devrait être généralement bonne dans beaucoup de régions du pays. D’autres aléas sont cependant encore possible au cours de la saison et la période cyclonique ne finira en principe qu’à la fin du mois de novembre.

Bien que dans certaines zones les cyclones aient provoqué des pertes totales ou partielles de cultures, on a pu dans d’autres zones récolter ou replanter peu de temps après, et dans certaines régions, on est encore en train de planter. Cette superposition des stades de cultures représente une façon de réduire les pertes agricoles associées aux aléas climatiques. Dans la péninsule Sud, on continuera à planter jusqu’à la mi-novembre, en particulier le haricot, mais passé cette période, beaucoup d’agriculteurs attendront probablement février/mars pour reprendre les semis. La FAO a distribué des semences aux cultivateurs aux Gonaïves et est en train de mobiliser des fonds pour des projets de réhabilitation des systèmes d’irrigation et d’approvisionnement en intrants agricoles.

Les récentes intempéries ont dévasté les cultures dans certains endroits du pays, plus particulièrement le riz dans le périmètre

Figure 2. Estimation satellitaire des pluies (mm)



irrigué de l'Artibonite, pour laquelle l'Organisme de Développement de la Vallée de l'Artibonite (ODVA) estime à 37 pour cents les pertes de la saison par rapport aux productions initialement prévues. Les pluies abondantes ont, cependant, été bénéfiques à d'autres cultures, surtout aux racines et tubercules comme la patate douce et le manioc, ou le maïs et le sorgho dans les zones moins affectées. Les départements du Nord, du Nord' Est, et du Centre (à l'exception des communes de Hinche et de Mirebalais) ont été peu affectés par les intempéries et connaissent une saison agricole à peu près normale.

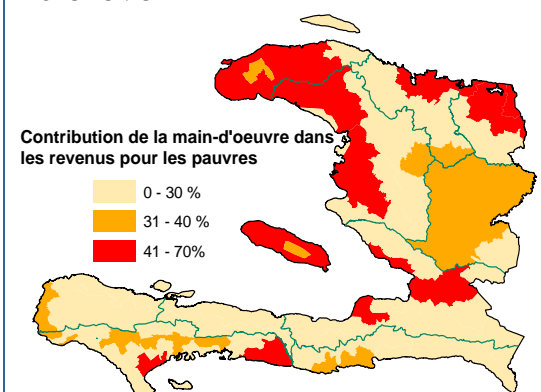
La production nationale satisfait en Haïti moins de la moitié des besoins du pays, particulièrement pour les denrées de base, telles le riz et le maïs. D'après la CNSA, les besoins alimentaires du pays pour l'année 2007 étaient couverts à hauteur de 48 pour cent par les importations, 47 pour cent par l'offre locale, et cinq pour cent par l'aide alimentaire. Malgré leur fréquence et leur intensité, les cyclones n'ont pas interrompu le flux régulier des importations du pays, mais les dégâts qu'ils ont provoqués ont fait augmenter l'aide alimentaire; la composition du bilan alimentaire du pays pour l'année 2008 devrait, par conséquent, être significativement modifiée, avec une proportion accrue d'aide alimentaire.

En milieu rural, la période d'octobre à décembre constitue généralement pour les ménages pauvres une période de pénurie, au cours de laquelle les réserves d'aliments s'épuisent. La consommation repose principalement sur les achats durant cette période de soudure. Les prix des produits alimentaires importés, mentionnés ci-dessus, sont un facteur déterminant de la sécurité alimentaire en Haïti.

Marchés, commerce, et accès aux aliments

Les quatre principaux aliments de base du régime haïtien sont le riz, le maïs, les pois, et les racines/tubercules. Au moins les trois-quarts du riz consommé en Haïti sont importés des Etats Unis, de même qu'une grande quantité de maïs moulu et de haricot. Par contre, les racines et les tubercules, tels l'igname, les patates douces, et le manioc, sont en majeure partie produits en Haïti, surtout dans les zones montagneuses des départements du Nord, de l'Artibonite, du Sud, du Sud' Est, et de la Grand' Anse. Les approvisionnements de marché pour ces quatre principaux produits fonctionnent normalement, deux mois après la série de cyclones; dans l'ensemble, les importations n'ont pas été affectées. Par exemple, le département du Sud' Est a continué à être bien approvisionné en haricots, par petits bateaux à partir de la République Dominicaine. La direction des flux commerciaux internes est aussi normale, i.e., des grandes zones de production agricole vers les grands centres de consommation, dont le plus important est la zone métropolitaine de Port-au-Prince.

Figure 3. Niveau de dépendance aux achats pour les pauvres dans différentes zones de mode de vie

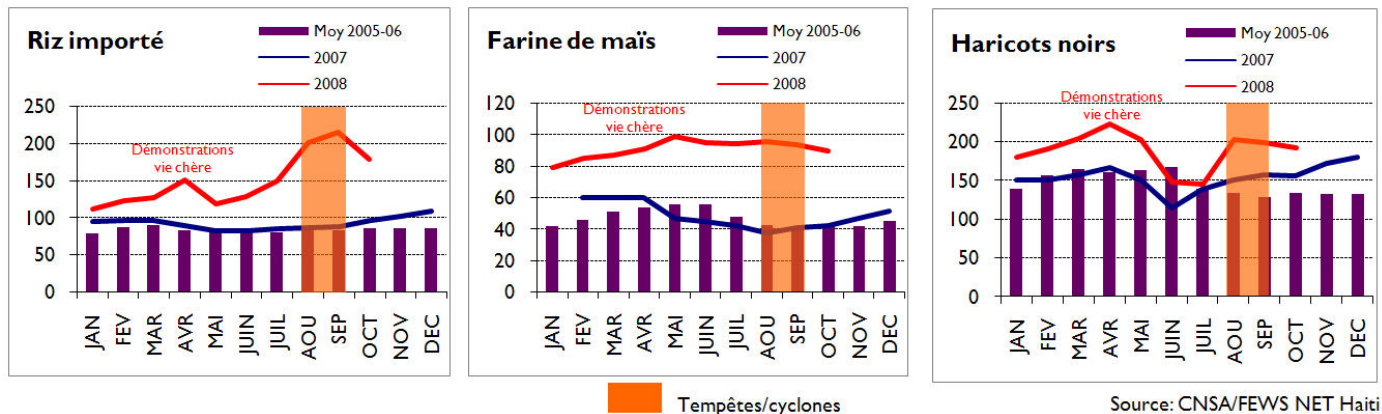


Source: CNSA/FEWS NET Haïti

Tout comme d'autres paramètres, les prix des aliments jouent un rôle important dans la sécurité alimentaire d'Haïti. Les ménages les plus pauvres de l'ensemble des zones de modes de vie achètent en situation normale entre 45 pour cent et 85 pour cent de leur alimentation (Figure 3). La situation actuelle dans les zones les plus affectées par les inondations est évidemment différente; la ville des Gonaïves, par exemple, dépendant encore essentiellement de l'aide alimentaire au mois d'octobre 2008. Il convient de noter que ce sont dans les mêmes zones où les pauvres dépendent beaucoup des achats qu'ils dépendent le plus aussi du travail journalier manuel (parfois jusqu'à 70 pourcent) comme source de leurs revenus. Les ménages les plus pauvres sont donc très vulnérables à la hausse des prix des denrées de base et à la baisse de l'offre de travail occasionnel.

Immédiatement après le passage des cyclones, les prix des denrées de base (riz, pois, maïs) ont augmenté dans les zones les plus affectées, particulièrement dans la péninsule Sud, mais ils sont généralement redescendus à leur niveau d'avant-désastre, ou même plus bas, aussitôt que les voies de communication se sont rétablies autour du 20 octobre. De plus, les prix actuels, quoique toujours très élevés pour le riz et le maïs, semblent avoir amorcé une tendance baissière depuis juillet-août 2008 (Figure 4). Notons que les marchés régionaux sont bien intégrés en Haïti, avec les mêmes tendances de hausses ou baisses de prix intervenants presque simultanément sur tous les marchés. Ceci permet souvent de faire des généralisations au niveau national des tendances de prix observés sur quelques marchés seulement.

Figure 4. Tendence des prix nominaux au détail à Jacmel, Département du Sud’Est, (gourdes/marmite 6-lbs)



En plus de la tendance favorable existant sur le marché international de céréales telles que le blé, le maïs, et le riz depuis juillet 2008, la forte baisse de prix du pétrole sur ce marché joue un rôle très favorable. Cette baisse a amené le gouvernement à baisser le prix du carburant à la pompe, les 16 octobre et 5 novembre 2008. Le prix de la gazoline 91, un des plus utilisés dans le transport public, est passé de 235 gourdes par gallon le 20 octobre à 174 gourdes au 5 novembre, soit une diminution de 27 pour cent au cours de la période.

Parallèlement, l'accès des ménages aux aliments et aux autres biens essentiels restera limité par d'autres facteurs, particulièrement, l'inflation et le chômage. L'Indice des Prix à la Consommation pour le mois de septembre 2008, publié par l'Institut Haïtien de Statistiques et d'Informatique, indique une augmentation de 2.6 pour cent par rapport au mois précédent, soit une projection de 19.8 pourcent pour l'année. L'inflation mensuelle pour les aliments, les boissons, et tabac était estimée à 3.2 pourcent par rapport au mois précédent, soit 26.8 pour cent pour l'année. Les produits alimentaires importés subissaient une plus forte inflation, soit 3.4 pour cent, contre 2.2 pour cent pour les aliments produit localement. L'inflation des prix des aliments a été en août encore plus déterminé par les facteurs externes plutôt qu'internes.

Par ailleurs, les opportunités de travail, et d'autres sources de revenus, demeurent faibles et représentent probablement l'obstacle majeur à l'amélioration de la sécurité alimentaire après les cyclones. Les principales sources de revenus pour les ménages ruraux sont, selon l'étude CNSA/CFSVA réalisée en novembre-décembre 2007, les suivantes: 1) revenus de l'exploitation agricole (31 pour cent des revenus); 2) commerce de produits non-agricoles (neuf pour cent); 3) travail salarié non-agricole (huit pour cent); transferts de la diaspora (sept pour cent); 4) vente de charbon de bois (sept pour cent); et, 5) élevage (sept pour cent). Avec la récession de l'économie mondiale, spécialement celle des Etats Unis, les transferts diminueront à long terme, ce qui limitera davantage l'accès aux aliments pour les bénéficiaires en Haïti. Cela pourrait, cependant, ne pas se réaliser, car les membres de la diaspora pourraient répondre encore plus que d'habitude aux besoins de leurs familles restées au pays suite aux récents désastres naturels et la rentrée des classes, à la veille des fêtes de fin d'année. De même, la perte des biens et des activités commerciales dans les zones fortement touchées, comme la ville des Gonaïves, et des cultures irriguées avoisinantes (le riz est parmi les principales cultures de rente des paysans de l'Artibonite) a réduit considérablement les possibilités d'emploi.

Quelques emplois provenant des travaux de haute intensité de main-d'œuvre ont été créés avec les programmes humanitaires de réponse. A Gonaïves, une ville couverte de trois à 15 millions de tonnes métriques de boue, on a entamé des travaux de nettoyage de la boue, de protection de la ville, et de réparation de canaux d'évacuation des eaux. La mairie recrute présentement 10 000 personnes pour les opérations de nettoyage et 15 000 pour les travaux de lutte anti-érosive dans le bassin versant des rivières Ennery et Quinte. Ces types d'activités génératrices de revenus doivent être renforcés et soutenus pour appuyer les efforts de relèvement, eu égard à la tendance haussière de l'inflation et au déclin probable des transferts.

Il est important de signaler dans le cadre des perspectives de création d'emplois, que le Gouvernement Américain a, le 30 septembre 2008, étendu sur dix ans la loi Hemispheric Opportunity through Partnership for Encouragement Act (HOPE) en faveur d'Haïti. Cette loi accorde des tarifs préférentiels sur les vêtements et autres produits textiles exportés vers les Etats Unis à partir d'Haïti. Ceci représente une opportunité à saisir pour la création d'emplois et les possibilités d'investissement, un bénéfice pour les ouvriers haïtiens de l'industrie textile.

Situation sanitaire et nutritionnelle

Les données nutritionnelles au niveau local et national font encore défaut. Ceci rend difficile l'analyse de changement de statut nutritionnel. Les évaluations nutritionnelles en cours (e.g., à Gonaïves) ou programmées (e.g., enquête nutritionnelle au niveau national devant être menée en novembre par l'ONG Action Contre la Faim en collaboration avec l'UNICEF et le Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP)) devraient fournir plus d'informations sur l'impact des derniers cyclones et sur l'état de santé des enfants. Les partenaires humanitaires à travers le pays ont en général signalé que le nombre d'enfants fréquentant les centres nutritionnels a augmenté, ce qui indiquerait une dégradation des conditions sanitaires et nutritionnelles des enfants.

Les principaux partenaires impliqués dans le domaine de la santé publique, le MSPP, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), et le Center of Disease Control (CDC) n'avaient pas au 24 octobre 2008 noté des signes d'épidémies; les activités de contrôle continuent et des cliniques mobiles offrent des services sanitaires.

Beaucoup de systèmes d'adduction d'eau potable ont été fortement endommagés lors des tempêtes et cyclones, et l'accès à l'eau de boisson s'est beaucoup détérioré. Vu que les populations boivent l'eau non traitée des rivières et des marigots, de nombreux cas de diarrhée ont été signalés, notamment dans la localité de Baie d'Orange, ce qui a empiré les états de malnutrition. Divers partenaires tels que le PAM, l'UNICEF, et des ONGs (e.g., Terres des Hommes, CROSE, ACDI-VOCA) ont accouru dans la localité avec des aides alimentaires et non-alimentaires et ont rapidement stabilisé la situation. Les enfants malnourris ont vite été pris en charge.

Recommandations

Dans l'immédiat et à court terme (jusqu'à une année), il est recommandé au Gouvernement, aux bailleurs de fonds, et à diverses agences spécialisées de continuer à se mobiliser pour obtenir et utiliser davantage de ressources financières en vue d'intensifier (et parfois de commencer) les programmes prioritaires en cours ci-dessous:

- assistance alimentaire à plus grande échelle, mais plus ciblée et impliquant davantage des représentants de populations vulnérables pour mieux servir les catégories et zones les plus touchées par la récente série d'intempéries et qui restent très exposées à l'insécurité alimentaire;
- extension rapide du programme de cantines scolaires dans les zones les plus touchées telle que la ville de Gonaïves;
- désenclavement des zones restées isolées après les intempéries, évaluation de leurs besoins et de leur situation nutritionnelle en vue de leur apporter l'aide alimentaire et non-alimentaire d'urgence dont elle aurait le plus besoin;
- assainir les zones les plus affectées, réparer les adductions d'eau et les systèmes d'irrigation, autant que possible par l'approche haute intensité de main-d'œuvre;
- recapitalisation des exploitations agricoles par la fourniture d'intrants (e.g., outils, fertilisants, semences) et appui au sous-secteur de l'élevage; et
- octroi de microcrédit, particulièrement en faveur des femmes.

Pour le moyen et long terme, il est recommandé au Gouvernement, avec l'assistance des agences spécialisées et des bailleurs de fonds, les actions prioritaires suivantes:

- élaborer et plus tard mettre en place, des programmes environnementaux, incluant l'aménagement et la gestion intégrée des bassins versants (pépinières agro forestières, lutte antiérosive, reprofilage des lits des rivières, vulgarisation et subventions en faveur des combustibles alternatifs au charbon de bois tels que le gaz propane et l'énergie solaire, etc.);
- réparer les infrastructures routières endommagées (routes et ponts) par les intempéries ;
- un meilleur aménagement du territoire, comprenant la relocalisation des habitations situées dans des zones très vulnérables aux désastres; et
- accélérer des programmes de création d'emplois par des investissements publics et privés et des programmes de protection sociaux pour les plus vulnérables.

Ce rapport a été préparé en collaboration avec :

